

CANCUN

UE, USA et G21 jouent la carte de l'apaisement à la conférence OMC

© 13/09/2003 |  Terre-net Média

CANCUN (Mexique), 12 sept (AFP) - Le G21, groupe de pays en développement qui exigent la suppression des subventions agricoles, les Etats-Unis et l'Union européenne ont joué vendredi la carte de l'apaisement mutuel lors d'une réunion tripartite, selon des participants à cette rencontre.

"Il y a eu au moins une intention d'inclure ou d'accommoder toutes les parties concernées, mais il est encore trop tôt pour dire si cela aura porté ses fruits ou non", a déclaré vendredi le chef de la diplomatie brésilienne Celso Amorim.

"Cela a été une réunion très utile, pendant laquelle les positions que les Etats membres ont mis sur la table ont pu être clarifiées", a affirmé à l'AFP, Richard Mills, porte-parole du négociateur américain Robert Zoellick.

De son côté, la ministre du Commerce extérieur d'Equateur, Yvonne Huez de Baki, a indiqué à l'AFP que la réunion du G21 avec les négociateurs américain Robert Zoellick et européen Pascal Lamy "a été positive".

Selon la ministre équatorienne, M. Zoellick s'y est montré disposé à progresser sur les réformes nécessaires à condition que les autres parties le soient aussi.

"Cette réunion était moins dure que nous le pensions", a-t-elle ajouté.

En revanche, de source proche de la délégation américaine, on indiquait qu'il était encore trop tôt pour parler de "flexibilité".

"Nous ne nous crions pas dessus", a commenté pour sa part Arancha Gonzales, porte-parole du commissaire européen pour le commerce Pascal Lamy, en qualifiant de "discussion très amicale" la réunion tripartite.

Au cours de cette réunion, les Européens comme les Américains se sont efforcés d'expliquer au G21 où se situaient les "lignes rouges" au delà desquelles les deux géants du commerce international ne feraient pas de concessions, a-t-elle ajouté. Ainsi pour la Commission Européenne, l'élimination complète des subventions à l'exportation est inacceptable parce qu'elle n'a pas de mandat politique des pays membres.

Plus tôt dans la journée tant Washington que Bruxelles avaient mis la pression sur les pays en voie de développement pour qu'ils fassent des propositions concrètes sur les concessions qu'ils pourraient être amenés à faire dans le cadre des négociations agricoles.

